La taxe fédérale de vente sur les matériaux de construction : quelques simulations avec le modèle CANDIDE 1.1

The federal sales tax on construction materials: some alternative simulations with CANDIDE 1.1

Thomas T. Schweitzer

Volume 51, numéro 4, octobre–décembre 1975

Le modèle CANDIDE (parties 1 et 2)

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800646ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800646ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Schweitzer, T. T. (1975). La taxe fédérale de vente sur les matériaux de construction : quelques simulations avec le modèle CANDIDE 1.1. *L'Actualité économique*, 51(4), 568–579. <https://doi.org/10.7202/800646ar>

Résumé de l'article

This paper simulates the economy of the period 1963-71 under the assumption that the federal sales tax on construction materials had never been introduced. Evidently, under such circumstances the revenues of the federal government would have been lower than with the construction materials tax in force. We attempted to compensate for the "shortfall" in revenues by raising other taxes or by reducing federal government expenditures.

The simulations suggest that the absence of the construction materials sales tax would have led at best to an additional 9,300 housing starts in 1971. Construction costs in 1971 would have been 5%-8.5% lower than actual, depending on the compensatory policy. Somewhat less inflation and somewhat more housing starts can be obtained at the price of lower real growth and higher unemployment. The choice remains, ultimately, a political one.

LA TAXE FÉDÉRALE DE VENTE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION : QUELQUES SIMULATIONS AVEC LE MODÈLE CANDIDE 1.1.

Cet article a été rédigé en octobre 1974, avant le budget de novembre de la même année du ministre fédéral des Finances, John Turner. On se rappelle que c'est dans ce budget que la taxe fédérale de vente sur les matériaux de construction a été abolie. Depuis sa mise en vigueur en 1963, cette taxe avait fait l'objet de débats continuels, et on avait souvent demandé son abolition. Notre article est donc un morceau d'histoire stylisée. Son but est de trouver ce qui serait arrivé si cette taxe controversée n'avait jamais été mise en vigueur.

En résumé, nous avons mis au point, avec la version d'avril 1974 de CANDIDE 1.1, un cas témoin (désigné aussi par l'expression « solution de contrôle ») portant sur la période 1963-1971. Par comparaison avec ce dernier, nous avons calculé les effets de diverses lignes d'action possibles.

Il est banal de faire une simulation en rendant nul le taux de la taxe de vente sur les matériaux de construction. Toutefois, une telle situation n'est pas plausible pour autant qu'y corresponde une diminution annuelle des recettes du gouvernement fédéral de 200 millions de dollars. Il est plus réaliste de supposer qu'en l'absence de la taxe le gouvernement fédéral aurait suivi d'autres lignes d'action. Nous avons supposé ici qu'il aurait en même temps modifié sa politique budgétaire de façon à reproduire le solde excédentaire (ou déficitaire) de la solution de contrôle.

En plus d'annuler la taxe de vente sur les matériaux de construction (A), nous avons considéré les cas suivants : (B) une augmentation de la taxe fédérale de vente sur les biens de consommation d'environ 1.75 point ; (C) une augmentation d'environ un point du taux de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers ; (D) une augmentation de 3.5 points du taux de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés ; notons toutefois qu'à cause de leur spécification incomplète, les fonctions d'investissement du modèle ne reflètent pas adéquatement les effets de l'impôt sur le revenu des sociétés ; (E) une diminution de la dépense courante fédérale non militaire à l'exclusion des salaires et des

provisions pour dépréciation du capital, et des dépenses militaires en biens et services, d'un montant d'environ 310 millions de dollars, en dollars constants de 1961¹, pour 1971.

Chaque simulation conduit à des valeurs différentes de l'output réel, du chômage, des prix et des autres variables économiques. On suppose que dans chaque cas la Banque du Canada adapte son action aux circonstances en modifiant la base monétaire de façon à maintenir le rendement des bons du Trésor à trois mois au niveau de celui de la solution de contrôle.

Ces fonctions relatives à l'adaptation de la politique fiscale fédérale et de celle de la Banque du Canada n'épuisent pas l'éventail des possibilités ou de leur combinaison. Celles qui sont choisies ici le sont sur la base de leur caractère plausible et de leur simplicité. (Les valeurs utilisées dans les simulations sont reproduites à l'appendice 2.)

Les tenants de l'abolition de la taxe fédérale de vente sur les matériaux de construction prétendent que cette taxe tend à accroître les prix et à limiter l'activité dans le domaine de la construction. Nos résultats viennent confirmer cette façon de voir, quoique à un degré moindre que ne le prétendent certains des opposants les plus extrêmes à la taxe. De toute façon, on doit voir l'abolition de cette taxe comme une composante d'un ensemble de mesures. C'est l'effet global d'un tel ensemble sur la totalité de l'économie qui compte le plus, plutôt que son effet sur la seule industrie de la construction. Dans cet article, nous analyserons d'abord les effets des cinq ensembles de mesures décrits plus haut sur certains indicateurs macro-économiques importants. Nous décrirons ensuite leurs effets sur certains indicateurs particulièrement intéressants dans le cas de l'industrie de la construction.

Effets sur l'économie dans son ensemble

La ligne A du graphique 1 de l'appendice 1 montre que l'abolition de la taxe sur les matériaux de construction sans actions fiscales compensatoires aurait accru la dépense nationale brute (DNB) réelle de quelque 300 millions de dollars (ou environ 0.5 p.c.) pour 1971 par rapport au cas témoin. Le remplacement de la taxe sur les matériaux de construction par une augmentation compensatoire de la taxe de vente fédérale sur les biens de consommation, tel qu'indiqué par la ligne B, aurait peu changé la DNB réelle. La ligne C représente la troisième possibilité. Un accroissement compensatoire de l'impôt fédéral sur le revenu réduit la DNB réelle d'environ 270 millions de dollars pour 1971.

1. Dans une autre simulation, nous avons diminué d'environ 375 millions de dollars en 1971 les paiements de transfert fédéraux aux personnes à l'exception des allocations familiales, des pensions de vieillesse et des prestations d'assurance-chômage. Nous n'en faisons pas état ici parce que les résultats obtenus sont semblables à ceux de la simulation C.

Le remplacement de la taxe sur les matériaux de construction par un impôt plus élevé sur le revenu des sociétés (ligne D) aurait, si l'on se fie à la simulation, accru la DNB réelle d'environ 260 millions de dollars pour 1971. Toutefois, ce résultat est sujet à caution dans la mesure où dans le modèle, une augmentation de l'impôt sur le revenu des sociétés ne conduit pas à une diminution de l'investissement privé. Chose surprenante, les prix de la production courante demeurent relativement inchangés dans ce cas (graphique 2), alors que l'indice implicite de la construction non résidentielle diminue de 4 points ou 2.8 p.c. (graphique 3), ce qui rend les investissements plus intéressants.

Le remplacement de la taxe sur les matériaux de construction par une réduction des dépenses fédérales en biens et services cause une diminution de la DNB réelle d'environ 500 millions de dollars (ligne E du graphique 1). Il est nécessaire de réduire de façon substantielle et en termes réels les dépenses fédérales en biens et services militaires et non militaires pour compenser l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction (tableau E de l'appendice 2). Toute diminution des dépenses gouvernementales cause une réduction du revenu personnel réel, du produit des impôts sur les revenus et de la dépense privée. La diminution de cette dernière cause à son tour une réduction du produit de la taxe de vente fédérale, et ainsi de suite.

TABLEAU 1

COMPOSANTES DU CHANGEMENT DE LA CONSOMMATION EN 1971

(en millions de dollars de 1961)

	Cas témoin	Valeurs des simulations, une fois soustraites les valeurs du cas témoin				
		A Absence d'action compensatoire	B Augmenta- tion des autres taxes de vente	C Augmenta- tion de l'impôt sur le revenu des parti- culiers	D Augmenta- tion de l'impôt sur le revenu des sociétés	E Diminu- tion des dépenses
Biens	26,169 (63%)	+76 (44%)	-120 (85%)	-255 (57%)	+50 (40%)	-230 (58%)
Services	15,224 (37%)	+98 (56%)	-22 (15%)	-194 (43%)	+77 (60%)	-168 (42%)
Total	41,393 (100%)	+174 (100%)	-142 (100%)	-449 (100%)	+127 (100%)	-398 (100%)

Les résultats relatifs au *taux de chômage*, présentés au graphique 4, sont compatibles avec les résultats mentionnés plus haut concernant la croissance économique. Ainsi la simulation A (absence de mesures de compensation) montre une diminution du taux de chômage de 0.2 point de pourcentage pour 1971.

La simulation B (autres taxes de vente) montre une stabilisation du taux de chômage aux environs de celui du cas témoin. La simulation D (impôt sur le revenu des sociétés) montre aussi une stabilisation du taux de chômage à un niveau inférieur de 0.15 point de pourcentage à celui du cas témoin, ce qui est peu plausible. La simulation C (augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers) et particulièrement la simulation E (réduction des dépenses en biens et services) montrent des taux de chômage supérieurs à ceux du cas témoin. Pour 1971 et par rapport à ceux du cas témoin, ceux de la simulation C sont supérieurs de 0.2 point de pourcentage et ceux de la simulation E, de 0.45 point de pourcentage.

Le graphique 5, qui porte sur les *dépenses personnelles réelles de consommation*, reproduit aussi des résultats qui vont dans le sens de ceux que l'on a vus sur la croissance économique, en particulier si on prend en compte que, parmi les composantes de la demande finale, c'est la consommation que l'accroissement de l'impôt sur le revenu des particuliers (simulation C) affecterait le plus. Il vaut la peine de noter que les simulations B, C et E conduisent toutes à un niveau de la consommation réelle inférieur à celui du cas témoin.

Le tableau 1 montre la répartition du changement de la dépense réelle de consommation.

On s'attendrait normalement aux résultats suivants. Dans la simulation A, une stimulation relativement forte de la construction résidentielle et par suite de la dépense de logement qui est reliée positivement au niveau du stock d'habitations. Dans la simulation B, une diminution de la consommation réelle, particulièrement importante dans le cas des biens, dans la mesure où l'augmentation de la taxe de vente compense la diminution des recettes gouvernementales reliées à l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction. Dans la simulation C, une répartition du changement à un niveau intermédiaire entre les simulations A et B. Une proportion du changement de la consommation semblable dans les simulations D et A, et dans les simulations E et C. Le tableau 1 montre que toutes ces suppositions sont justes.

Considérons maintenant *les prix*. Le graphique 6 montre que les prix au chapitre de l'investissement sont inférieurs dans les cinq simulations à ceux du cas témoin. Dans les simulations A, B et D, la diminution est d'environ 2.5 à 2.8 points de pourcentage pour 1971, ou moins de 2 p.c. Dans les simulations C et E, où il y a diminution de la DNB réelle, l'indice implicite de l'investissement diminue de 3.9 et 4.5 points,

respectivement. Il est assez intéressant que l'indice implicite de la DNB (graphique 7) diminue dans les cinq simulations. Dans la simulation B toutefois, la diminution est faible, d'environ 0.4 point de pourcentage pour 1971. L'évolution de l'indice implicite de la dépense de consommation (graphique 8) est plausible dans la mesure où l'on se rappelle que la simulation B est fortement influencée par l'augmentation de la taxe de vente fédérale sur les biens de consommation.

Comme nous l'avons souligné plus haut, nous avons élaboré les ensembles de mesures des simulations B à E de telle sorte que les valeurs du budget fédéral soient pratiquement inchangées par rapport à celles du cas témoin. Il vaut la peine de noter que les cinq simulations montrent une *situation budgétaire des gouvernements provinciaux et municipaux* (graphique 9) plus intéressante que dans le cas témoin. Dans les simulations A, B et D, c'est-à-dire dans les simulations où la diminution des prix est la plus faible (et où l'économie progresse ou demeure stable), l'amélioration des situations budgétaires provinciales et municipales est faible. Mais dans les simulations C et E, l'amélioration est plus substantielle. Evidemment, non seulement les soldes excédentaires et déficitaires des budgets gouvernementaux influencent-ils l'inflation, mais à l'inverse l'inflation elle-même a des effets notables sur les soldes des budgets des provinces et des municipalités.

Rappelons que nous avons supposé que la Banque du Canada adapterait la base monétaire de façon à laisser plus ou moins au niveau du cas témoin le rendement des bons du Trésor. Est-ce qu'il aurait été possible que le Canada laisse inchangé le taux de change du dollar par rapport à celui du cas témoin ? Le graphique 10 montre que le *solde du compte courant* dans les cinq simulations n'aurait pas différé de celui du cas témoin de plus de 250 millions de dollars pour chacune des années. Les simulations C et E, dans lesquelles la croissance économique est lente, montrent une amélioration du solde du compte courant. Les simulations A et D, où la croissance de la DNB réelle est plus grande, montrent une certaine détérioration du solde. La simulation B laisse le solde du compte courant pratiquement inchangé. Cependant, dans aucun des cas observe-t-on un écart suffisant pour justifier un taux de change différent de celui qui a été observé.

Effets sur l'industrie de la construction

Le modèle CANDIDE 1.1 montre qu'en cas d'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction, les mises en chantier auraient été accrues d'au plus 9,300 unités pour 1971 (graphique 11). Il montre aussi qu'environ 80 p.c. des mises en chantier additionnelles auraient été faites dans le groupe des habitations unifamiliales, et 20 p.c. dans celui des habitations à logements multiples. L'abolition de la taxe sur

les matériaux de construction cause une réduction des coûts de construction d'environ 5 à 8.5 points de pourcentage (3.5 à 5.5 p.c.) pour 1971, dépendant de la simulation considérée (graphique 12). En 1971, l'investissement privé réel dans la construction résidentielle aurait augmenté de 90 à 130 millions de dollars (prix de 1961) dépendant de la simulation considérée (graphique 13) et de 0 à 60 millions de dollars (prix de 1961) pour la construction non résidentielle (graphique 14). L'indice implicite de la construction résidentielle aurait été de 5 à 8 points de pourcentage inférieur à celui du cas témoin pour 1971 (graphique 15), celui de la construction non résidentielle de 4 à 65 points de pourcentage (graphique 3). Aucune indication ne nous est donnée sur la façon dont le prix des nouvelles maisons aurait différé en l'absence d'une taxe sur les matériaux de construction, que l'on se serve du coût au pied carré ou de l'indice implicite de la construction résidentielle. En fait, le prix des maisons n'est pas une variable explicite de CANDIDE 1.1. Cependant, nous savons qu'en 1961, 17 p.c. du prix d'une maison unifamiliale moyenne financée dans le cadre de la Loi nationale sur l'habitation (L.N.H.) est expliqué par le prix du terrain et 83 p.c. par celui de la construction. Dans CANDIDE 1.1, le prix des terrains pour la construction de maisons unifamiliales séparées dans le cadre de la L.N.H. est fonction de l'indice implicite de la DNB et du degré d'urbanisation, ce dernier étant représenté par l'importance du stock d'habitations. Nos simulations montrent que les prix des terrains auraient été inférieurs de 0.4 à 3.2 points de pourcentage pour 1971, par rapport à ceux du cas témoin. Dans l'hypothèse où la valeur du terrain aurait encore représenté 17 p.c. de la valeur totale d'une nouvelle maison en 1971, le prix d'une maison unifamiliale séparée financée dans le cadre de la L.N.H. aurait été inférieur à celui du cas témoin de 2.8 p.c., 3.3 p.c., 4.1 p.c., 2.9 p.c. et 4.9 p.c. respectivement dans les simulations A à E. On peut mettre en doute la validité de cette hypothèse étant donné la rareté grandissante des terrains prêts à bâtir. Par ailleurs, on doit se rappeler qu'en 1971 le revenu personnel disponible en dollars courants aurait aussi été différent de celui du cas témoin. Pour les simulations A à E, les différences auraient été de +0.4 p.c., -0.4 p.c., -1.2 p.c., +0.3 p.c. et -1.1 p.c.

Certains des résultats sont présentés au tableau 2. Ceux de la simulation D montrent que CANDIDE 1.1 incorpore certains des aspects de l'économie d'une manière insatisfaisante. Dans cette simulation, l'impôt sur le revenu des sociétés est augmenté pour éviter une baisse des recettes fiscales fédérales. Malgré cela, l'investissement brut réel des entreprises du secteur privé en installations et biens d'équipement augmente de 80 millions de dollars au-dessus de la valeur correspondante dans le cas témoin. Evidemment, ceci est peu plausible. Il y a des arbitrages à faire pour choisir entre les simulations A, B, C et E. Aucune, en effet, n'est

TABLEAU 2

VALEURS DES SIMULATIONS, UNE FOIS SOUSTRAITES LES VALEURS DU CAS TÉMOIN,
1971

Catégories	A	B	C	D	E
DNB réelle (millions de dollars de 1961)	310	-10	-270	260	-500
Dépense réelle de consommation (millions de dollars de 1961)	170	140	450	130	400
Taux de chômage (pourcentage)	-0.2	—	0.2	-0.2	0.4
Indice implicite de la DNB (points de pourcentage, 1961 = 100)	-0.6	-0.4	-1.7	-0.7	-2.1
Indice implicite de la dépense de consommation (points de pourcentage, 1961 = 100)	-0.05	0.40	-0.75	-0.10	-1.10
Mises en chantier (milliers d'unités)	6.8	6.9	8.1	6.9	9.3
Soldes des provinces et municipalités (millions de dollars)	60	75	170	65	210
Compte courant de la balance des paiements (millions de dollars)	-95	25	130	-80	235
Investissement réel en machinerie et biens d'équipement (millions de dollars de 1961)	30	-5	-15	25	-45
Investissement réel en construction non résidentielle (millions de dollars de 1961)	60	40	25	55	—

clairement préférable à toutes les autres sous tous rapports. L'arbitrage se fait entre une croissance réelle diminuée et un chômage accru, d'une part, et une inflation légèrement diminuée et des mises en chantier d'habitations accrues, d'autre part. Comme c'est souvent le cas en économie appliquée, le choix est ultimement de caractère politique.

Thomas T. SCHWEITZER,
Conseil économique du Canada.

APPENDICE 1

VALEURS DES SIMULATIONS, UNE FOIS SOUSTRAITES LES VALEURS DU CAS TÉMOIN

GRAPHIQUE 9

SOLDES DES GOUVERNEMENTS
PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX
(millions de dollars)

GRAPHIQUE 10

COMPTE COURANT DE LA
BALANCE DES PAIEMENTS
(millions de dollars)

GRAPHIQUE 11

MISES EN CHANTIER D'HABITATIONS
(milliers d'unités)

GRAPHIQUE 12

COÛT DE CONSTRUCTION AU PIED CARRÉ
(points d'indice, 1961 = 100)

GRAPHIQUE 13

INVESTISSEMENT RÉEL EN CONSTRUCTION
RÉSIDENTIELLE PRIVÉE
(millions de dollars de 1961)

GRAPHIQUE 14

INVESTISSEMENT PRIVÉ EN
CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE
(millions de dollars de 1961)

GRAPHIQUE 15

INDICE IMPLICITE DE LA
CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
(points d'indice, 1961 = 100)

APPENDICE 2

AJUSTEMENTS DE NIVEAUX ET VALEURS SUBSTITUÉES

Simulation A

Années	RSIR *		MHPC **	
	Cas témoin	A	Cas témoin	A
1963	0.0215	0.0	3080.0	3077.0
1964	0.07	0.0	3242.0	3231.4
1965	0.11	0.0	3558.0	3542.9
1966	0.11	0.0	3815.0	3806.5
1967	0.11	0.0	3965.0	3961.1
1968	0.11	0.0	4202.0	4200.3
1969	0.11	0.0	4508.0	4507.1
1970	0.11	0.0	4757.0	4756.1
1971	0.11	0.0	5526.0	5520.4

* Taux de la taxe fédérale de vente sur les fournitures et matériaux de construction.

** Base monétaire, en millions de dollars courants.

Simulation B

Années	RSIR *		RSC **		MHPC ***	
	Cas témoin	B	Cas témoin	B	Cas témoin	B
1963	0.1125	0.0	0.11	0.1125	3080	3077.6
1964	0.07	0.0	0.11	0.1225	3242	3235.5
1965	0.11	0.0	0.11	0.1275	3558	3545.7
1966	0.11	0.0	0.11	0.1275	3815	3805.3
1967	0.11	0.0	0.12	0.1375	3965	3955.5
1968	0.11	0.0	0.12	0.1375	4202	4192.6
1969	0.11	0.0	0.12	0.1375	4508	4498.7
1970	0.11	0.0	0.12	0.1375	4757	4747.6
1971	0.11	0.0	0.12	0.1375	5526	5510.5

* Taux de la taxe fédérale de vente sur les fournitures et matériaux de construction.

** Taux de la taxe fédérale de vente sur les biens de consommation.

*** Base monétaire, millions de dollars courants.

Simulation C

Années	RSIR *		RATEF **		MHPC ***		GØRTF ****	
	Cas témoin	C	Cas témoin	C	Cas témoin	C	Cas témoin	C
1963	0.215	0.0	0.1558	0.1589	3080	3074.0	436.0	400.0
1964	0.07	0.0	0.1601	0.1705	3242	3219.0	467.0	325.0
1965	0.11	0.0	0.1369	0.1510	3558	3514.0	510.0	280.0
1966	0.11	0.0	0.1312	0.1440	3815	3762.0	589.0	358.0
1967	0.11	0.0	0.1456	0.1579	3965	3906.0	636.0	389.0
1968	0.11	0.0	0.1495	0.1620	4202	4137.0	764.0	480.0
1969	0.11	0.0	0.1695	0.1812	4508	4438.0	822.0	510.0
1970	0.11	0.0	0.1695	0.1796	4757	4686.0	867.0	545.0
1971	0.11	0.0	0.1650	0.1755	5526	5436.0	1,068.0	695.0

Une simulation C', comportant un changement des « Autres transferts fédéraux aux personnes » (GØRTF) au lieu de RATEF, donne des résultats semblables à ceux de la simulation C.

* Taux de la taxe fédérale sur les fournitures et matériaux de construction.

** Taux de la taxe fédérale de vente sur un revenu imposable de 5,000 dollars.

*** Base monétaire, millions de dollars courants.

**** Autres transferts fédéraux aux personnes, millions de dollars courants.

Simulation D

Années	RSIR *		RPCF **		MHPC ***	
	Cas témoin	D	Cas témoin	D	Cas témoin	D
1963	0.0215	0.0	0.352	0.358	3080	3077.0
1964	0.07	0.0	0.352	0.377	3242	3231.0
1965	0.11	0.0	0.352	0.390	3558	3542.0
1966	0.11	0.0	0.352	0.384	3815	3803.0
1967	0.11	0.0	0.344	0.379	3965	3957.0
1968	0.11	0.0	0.352	0.387	4202	4195.0
1969	0.11	0.0	0.348	0.383	4508	4502.0
1970	0.11	0.0	0.345	0.377	4757	4751.0
1971	0.11	0.0	0.324	0.360	5526	5515.0

* Taux de la taxe fédérale de vente sur les fournitures et matériaux de construction.

** Taux de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés.

*** Base monétaire, en millions de dollars courants.

Simulation E

Années	RSIR *		GFCGSK **		DFCGSK ***		MHPC ****	
	Cas témoin	E	Données	E Ajuste- ments	Données	E Ajuste- ments	Cas témoin	E
1963	0.0215	0.0	146.86061	-24.0	660.2	-24.0	3080	3072.0
1964	0.07	0.0	189.64449	-66.0	679.7	-66.0	3242	3210.0
1965	0.11	0.0	200.71213	-116.0	644.5	-116.0	3558	3494.0
1966	0.11	0.0	296.29614	-101.0	674.8	-101.0	3815	3739.0
1967	0.11	0.0	336.12817	-105.0	648.1	-105.0	3965	3884.0
1968	0.11	0.0	434.98535	-125.0	629.1	-125.0	4202	4112.0
1969	0.11	0.0	476.81177	-135.0	574.7	-135.0	4508	4412.0
1970	0.11	0.0	588.26270	-134.0	553.6	-134.0	4757	4658.0
1971	0.11	0.0	559.10083	-155.0	557.5	-155.0	5526	5403.0

* Taux de la taxe fédérale de vente sur les fournitures et matériaux de construction.

** Dépense fédérale courante non militaire en biens et services, millions de dollars de 1961.

*** Dépense fédérale courante militaire en biens et services, millions de dollars de 1961.

**** Base monétaire, millions de dollars courants.